



L'actualité du **ministère** des industries chimiques

N° 395 du 9 avril 2021

L'agenda

20 AVRIL
CEF



26 AVRIL
FORMATION
CSST

RÉUNIONS PARITAIRES A VENIR

12/04	OFFICINES : FNDP
13/04	LBM : GT HANDICAP
14/04	CHIMIE : CPPNI
14/04	PÉTROLE : GPN CPPNI SÉCURITÉ
14/04	PLASTURGIE : CPNE-FP
15/04	CHIMIE : COPIL EDEC
15/04	INDUSTRIE PHARMA : CPPNI
16/04	RÉPARTITION PHARMA : CPG
19/04	OFFICINES : CPNE + SOUS COMMISSION PRÉVOYANCE
22/04	PÉTROLE : OPCO21 SPP

Droits & libertés

Association pour la Gestion du régime d'assurance des créances des Salaires.

L'AGS (Association pour la Gestion du régime d'assurance des créances des Salaires) intervient lorsqu'une entreprise fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire (dites procédures collectives) et n'a plus la capacité de payer les sommes dues aux salariés en exécution de leur contrat de travail. Concrètement, l'AGS avance les salaires et indemnités dues aux salariés lorsque certaines conditions sont réunies

Ce régime d'assurance bénéficie à tous les salariés liés par un contrat de travail à un employeur de droit privé, sans condition d'ancienneté (art. L.3253-6 CT), à l'exception des salariés du particulier-employeur, des syndicats de copropriété et des employeurs de droit public.

Les 3 catégories principales de créances couvertes par l'AGS sont :

- Les créances salariales : salaire de base, primes exigibles, rémunération des heures supplémentaires, remboursement des frais professionnels, etc.

- Les créances résultant de la rupture du contrat de travail : indemnité de licenciement, indemnité compensatrice de préavis, indemnité de congés payés, indemnité compensatrice de congés payés, indemnité de départ en retraite, etc.

Les créances indemnitaires (dommages et intérêts) : indemnité de licenciement sans cause réelle et sérieuse, indemnité réparant un préjudice moral, un harcèlement, etc.

Orga & Vie syndicale

Signification du logo de la FNIC-CGT.

Le logo est apparu sur la Voix des Industries Chimiques de mars/avril 1991.

L'Hexagone est le symbole des branches complémentaires les unes des autres que sont : la Chimie, le Caoutchouc, le Pétrole, la Pharmacie, et la Plasturgie, et les 6 autres.

La fleur verte est le symbole d' « une chimie pour la vie et non pour la mort ». Elle se veut être le symbole d'une « Chimie » sécurisante, non polluante. Le camarade de la Fédération, Paul TABARY, a fait une intervention à l'ONU en 1988 contre les armes chimiques et pour la paix. La cornue, en dessous de la fleur, est un récipient à col étroit, long et courbé, qui sert à distiller, que les chimistes utilisent

dans les laboratoires. Il se veut être le symbole de tout ce qui constitue maintenant l'outil de production de haute technicité qui caractérise toutes nos industries.

Le rouge correspond à la couleur révolutionnaire. Le drapeau rouge est un symbole du mouvement ouvrier, utilisé par des mouvements révolutionnaires, au cours de luttes sociales, comme le drapeau des Communards.

CGT : la Fédération Nationale des Industries Chimique (FNIC) est adhérente.

FSM : suite au 39^{ème} congrès en 2014, la Fédération ré-adhère à la Fédération Syndicale Mondiale, organisation internationale qui porte un syndicalisme de lutte de classe, contrairement à la CSI, organisation de lobbying d'orientation réformiste.

Actualité sociale



LES DETTES :

UNE INVENTION DU CAPITALISME

Marx l'avait identifié. Le Capital, au cours du temps, voit décroître son taux de rendement, c'est inéluctable, mathématique. Il lui faut donc trouver tous les moyens pour enrayer cette baisse. On connaît, bien sûr dans nos entreprises, la baisse des salaires, la diminution des investissements, les moyens pour payer moins de taxes, moins d'impôts, la réduction des charges, l'augmentation du temps de travail, l'exploitation des salariés le plus longtemps possible... La dette des Etats est un moyen particulièrement important pour le Capital, ingénieux, efficace... et dangereux pour les peuples. En effet, ce dernier prête aux Etats qui ne veulent pas générer de la monnaie pour, disent ils, réduire l'inflation. Les Etats sont donc débiteurs vis à vis du Capital qui détient aujourd'hui l'ensemble des banques mondiales, les plus grandes entreprises et l'ensemble des marchés financiers. Ces dettes génèrent des intérêts et un remboursement capital-emprunté qui assure au Capital un revenu supplémentaire mais surtout une aliénation des Etats à son bon vouloir. Les États sont donc prisonniers de ce dernier, les conséquences pour les peuples terribles : réductions des dépenses sociales, de santé, des retraites,

des salaires, des emplois de fonctionnaires, fermetures d'hôpitaux, de maternités, de crèches, d'écoles, de gares, de tout ce qui peut servir à la communauté humaine.

Cette aliénation a atteint son paroxysme lorsqu'en 2008, la crise financière, pourtant uniquement de la responsabilité du système capitaliste a vu les Etats européens éponger les errements des banques qui avaient généré des produits hyper spéculatifs. 700 milliards d'euros ont été dilapidés par le système capitaliste bancaire européen.

Depuis 2008, ce sont les peuples qui payent l'ardoise. Le niveau de vie de la très grande majorité des Français stagne depuis cette date. Depuis février 2020 nous avons à affronter la crise sanitaire liée à la COVID-19. Les moyens mis en oeuvre pour maintenir l'économie à flot et éviter une catastrophe humaine ont fait bondir l'endettement de la France de 98 % du PIB en 2019 à 125 % prévu en 2021 (elle était de 14 % en 1974). La charge des intérêts de la dette française s'élève à 40 milliards d'euros chaque année, la dette cumulée frise elle les 2 000 milliards d'euros. Le système capitaliste bancaire renforce ainsi son emprise sur les États.

La FNIC-CGT

comme de nombreuses organisations et de nombreux économistes, militent pour une annulation de cette dette qui nous rend de plus en plus esclaves et soumis aux marchés financiers et au Capital. De plus, notre Fédération défend l'absolue nécessité de nationaliser les banques pour les arracher à l'emprise du Capital. Les richesses produites doivent être contrôlées par les peuples pour les peuples.

Actualité internationale

SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS ET AU PEUPLE BIRMAN



Depuis le 1^{er} février, les militaires birman ont mis la main sur le pouvoir et entendent bien faire régner la terreur sur l'ensemble du pays et tenter de tuer dans l'œuf toute tentative de rébellion.

Mais le peuple birman et une grande majorité des travailleurs de ce pays disent non à la dictature et résistent avec les moyens du bord. Tous les jours ils manifestent pour réclamer le retour à la démocratie. Tous les jours ils comptent leurs morts, car les militaires n'hésitent pas à « tirer dans le tas » à balle réelle.

La grève générale lancée à l'appel de nombreux syndicats et largement suivie, entraîne des représailles contre les quartiers ouvriers des grandes villes. Mais l'armée qui craint les syndicats et leur pouvoir de persuasion au sein de la population, vise également les dirigeants syndicaux et a même été jusqu'à proclamer illégales la majeure partie des organisations de travailleurs du pays.

Nombreux sont les dirigeants qui doivent se réfugier dans la clandestinité.

Un élan de solidarité international réunissant de nombreuses organisations syndicales étrangères est né pour soutenir le combat des citoyens birmans et de nombreux gouvernements, ont envisagé des sanctions économiques. Mais les condamnations officielles restent

timides, à l'instar de celle de la France qui renvoie à l'Europe la responsabilité d'une prise de position. Et certaines entreprises occidentales continuent à faire fonctionner leurs installations et donc à permettre à la junte de se financer.

A l'image de TOTAL qui, malgré les nombreuses interpellations, dont celle de la CGT, lui demandant de stopper ses installations de production de gaz naturel, continue de tergiverser en prétextant une nécessité de fournir de l'énergie aux habitants de Rangoon. Ce faisant elle favorise le financement direct de la junte, par la MOGE, société pétrolière nationale birmane, dirigée en sous-main par les militaires, partenaire de TOTAL dans la production de gaz, et à son financement indirect par les redevances et les impôts versés à l'état birman.

Partout, les syndicats CGT affiliés à la FNIC doivent exprimer leur soutien au peuple birman et plus particulièrement aux syndicalistes qui sont en première ligne de la contestation. Ils doivent interpellier partout où ils peuvent, les populations et les politiques pour que les pressions contre la junte militaire, qui assassine le peuple, permettent un retour rapide de la démocratie en Birmanie.

PAGE 4 : TRACT « CLEFS EN MAIN » À DIFFUSER MASSIVEMENT



REFUSONS L'IMMOBILISME !

Pendant que les médias abrutissent les citoyens en diffusant en boucle des informations inutiles, anxio-gènes, culpabilisantes, des PSE sont annoncés chaque jour (20 PSE quotidiens actuellement) par les entreprises sans qu'il y ait un mot dans ces mêmes diffuseurs de désinformations !

Pas un mot non plus sur les salariés en lutte pour défendre leurs emplois. Le risque que la contestation se propage ferait-elle peur à ceux qui dictent aux médias leur propagande ? C'est l'effet tranquillisant !

Selon l'OIT, au niveau international, les pertes en heures de travail pour 2020, réparties entre destructions d'emplois et dispositifs du type chômage partiel, ont été quatre fois plus importantes que pendant la crise financière mondiale de 2008. Un plan de soutien de centaines de milliards a été mis en place, la « dette Covid » a été prise en charge par la Banque Centrale Européenne mais en parallèle, les marchés financiers, autrement dit les banques privées, gardent le pouvoir d'arbitrer sur le sort qui sera fait à cette dette.

Pendant la crise Covid (et celle du capitalisme...)

le capital est mis sous perfusion,
c'est l'effet anesthésiant !

Le réveil va être difficile mais pas pour tout le monde !

Qui va payer pour cette période de perfusion consistant en des mesures d'endettement massif, de dette publique, de protection sociale et de dette privée ? Vous avez une petite idée, non ?

Le retour à une cure d'austérité est annoncé avec la remise sur le tapis des réformes de l'assurance-chômage, des retraites.

Si on avait encore un doute, le « quoi qu'il en coûte » n'était destiné qu'aux travailleurs – euses.

Plutôt que de réclamer une annulation de la dette détenue par les banques centrales, il faudrait à la place, exiger une « taxe Covid d'urgence », et plus généralement la taxation des patrimoines les plus élevés, la lutte contre l'évasion fiscale, la nationalisation des banques, notamment pour les obliger à détenir un plancher de titres (donc de dettes) publics.

En matière d'emploi, reparlons de la réduction du temps de travail, et notamment des 32 heures, exigeons des garanties de l'emploi et des revenus, que ce soit les salaires, les pensions ou les minima sociaux.

**Cela ne peut passer que par
un changement de modèle de société,
qui ne sera possible que par notre
détermination à mettre en place
un rapport de force.**

**Aujourd'hui, plus que jamais,
le TOUS ENSEMBLE est ESSENTIEL !**